



MÉMORANDUM 2014

- Plateforme pour le droit à l'avortement¹ -

AU NIVEAU EUROPÉEN

Nous demandons instamment à nos futur-e-s parlementaires européen-e-s de s'engager à :

- Exiger la mise en pratique de la résolution du Parlement européen sur la santé et les droits sexuels et génésiques de 2002 qui recommande notamment « *pour protéger la santé et les droits génésiques des femmes, que l'avortement soit légalisé, sûr et accessible à tous* ».
- Exiger l'application du règlement n° [1567/2003](#) du Parlement européen et du Conseil, du 15 juillet 2003, concernant les aides destinées aux politiques et aux actions relatives à la santé génésique et sexuelle et aux droits connexes dans les pays en développement .
- Stimuler et soutenir la recherche scientifique transfrontalière sur l'ensemble des moyens de contraception, ce qui inclut la recherche sur la contraception masculine en vue d'une plus grande égalité dans la responsabilité de la contraception.
- Promouvoir la régulation du recours à l'objection de conscience de sorte que l'accès aux services de contraception et d'avortement, là où il est légal, soit pleinement assuré. Cela implique notamment d'interdire l'application institutionnelle de l'objection de conscience et de mettre en place des services de renvoi approprié et abordable.
- Promouvoir une éducation obligatoire en matière de sexualité et de relations affectives pour l'ensemble des jeunes de l'Union européenne.
- Faire preuve d'une vigilance toute particulière face aux tendances conservatrices et réactionnaires en matière de droits sexuels et reproductifs, et plus particulièrement pour ce qui concerne l'avortement.
- Promouvoir le thème des droits sexuels et reproductifs à l'agenda des différents organes européens.

¹ *Centre d'Action Laïque, Centre du Libre Examen, Centre Séverine, Conseil des Femmes Francophone de Belgique, deMens.nu – Unie Vrijzinnige Verenigingen vzw, Fédération des Centres de Planning et de Consultations, Fédération des Centres de Planning Familial de FPS, Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial, Fédération Laïque de Centres de Planning familial, FGTB-ABVV, GACEHPA, Garance, LUNA, Mouvement Ouwrier Chrétien, Mutualité Socialiste-Solidaris/ Socialistische Mutualiteiten, Vrouwenraad (NVR), Ni putes Ni Soumises asbl, R.A.P.P.E.L (fr/nl), Sensoa, Université des femmes, VIVA-Socialistische Vrouwen Vereniging, Vrouwen Overleg Komitee, Vrijzinnige Vrouwen Oost-Vlaanderen, Women's Global Network for reproductive Rights*

AU NIVEAU FÉDÉRAL

Nous demandons instamment au futur gouvernement de s'engager à :

- Introduire la gratuité ou un meilleur remboursement de tous les moyens contraceptifs et à mettre l'accent sur les contraceptifs les plus efficaces, à savoir les contraceptifs dits "de longue durée" (stérilets, implants).
- Renforcer la visibilité du droit à l'avortement dépenalisé dans les communications officielles, notamment via les sites internet fédéraux (en particulier celui du SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement notamment).
- Reconnaître la spécificité des médecins généralistes travaillant en centres de planning familial et abortuscentra et garantir le maintien de leur agrément. Ceci particulièrement dans le contexte d'une pénurie croissante de médecins généralistes et plus spécifiquement de praticiens formés à l'interruption volontaire de grossesse.
- Réaliser des études chiffrées sur l'avortement avec des données fiables et communes dans une optique de prévention des grossesses non désirées.

AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE ET RÉGIONAL NÉERLANDOPHONE

Wij nodigen de volgende Vlaamse regering uit om :

- Werk te maken van verdere structurele inbedding van relationele en seksuele vorming (RSV) in alle graden van het onderwijs.
- Initiatieven te nemen om ervoor te zorgen dat in de opleiding van artsen voldoende aandacht wordt besteed aan anticonceptie counseling en aan abortus.
- Initiatieven te nemen om het wetenschappelijk onderzoek naar het gebruik van anticonceptie en het voorkomen van ongeplande zwangerschappen te stimuleren in functie van een preventie op maat van kwetsbare doelgroepen.
- In overleg met partnerorganisatie Sensoa en andere relevante stakeholders regelmatig informatiecampagnes te organiseren ter preventie van ongeplande/ongewenste zwangerschap.

AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE

Nous demandons instamment au futur gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles de s'engager à :

- Poursuivre, en collaboration avec la Région wallonne et la Commission communautaire française, les efforts visant à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective

et sexuelle (EVRAS) sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous demandons la mise en œuvre effective du dernier protocole et son évaluation régulière par l'ensemble des parties concernées.

- Organiser régulièrement des campagnes de prévention à propos de la contraception et des grossesses désirées ou non, en impliquant activement les hommes, en collaboration avec les fédérations de planning familial et les autres parties prenantes concernées.
- Renforcer la visibilité du droit à l'I.V.G. dépenalisée dans les communications officielles, notamment via les sites internet communautaires et régionaux (Égalité des chances).
- Promouvoir auprès des universités francophones l'introduction d'un module de formation au planning familial et à l'IVG dans toutes les facultés de médecine, ainsi que sur les divers modes de contraception, notamment sur leur coût-efficacité.

A tous les futurs gouvernements, nous demandons instamment de fixer des échéances et des objectifs qualitatifs et quantitatifs clairs pour toutes les initiatives qu'ils inscriront à leur programme. Nous demandons également que l'ensemble des parties concernées soient consultées et écoutées.